

§ 5. Par dérogation aux dispositions du § 2, la période d'agrément et de subventionnement du 1<sup>er</sup> janvier 1997 jusqu'au 31 décembre 2000, applicable pour les organisations de théâtre musical, visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 janvier 1993, est prorogée, à titre de mesure transitoire, jusqu'au 30 juin 2001. La subvention accordée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2001 jusqu'au 30 juin 2001 correspond à un huitième des subventions visées à l'article 38, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 27 janvier 1993, le cas échéant majorée des subventions complémentaires visées à l'article 40 du décret du 27 janvier 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale

L. MARTENS

—  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents.* — Projet de décret, 1337. N° 1. — Amendements, 1337. N° 2. — Rapport, 1337. N° 3. — Amendements, 1337. N° 4.

*Annales.* — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 mai 1999.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2713

[C - 99/27632]

#### 10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la liste des actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou du concours d'un architecte

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 84, § 2;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, daté du 1<sup>er</sup> juin 1999;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur du décret du 6 mai 1999 modifiant le même Code, lequel vise des dispositions transitoires applicables au fonctionnement des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire approuvées avant l'entrée en vigueur du décret du 27 novembre 1997 modifiant le même Code; les commissions consultatives d'aménagement du territoire représentant un élément constitutif de la décentralisation en matière d'octroi des permis d'urbanisme et de lotir, il s'indique en effet d'accroître sans tarder les possibilités offertes par l'article 84, § 2 précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le chapitre IV du titre Ier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, contenant les articles 262 à 265, est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE IV. — Des actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou du concours d'un architecte.

Actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme.

Art. 262. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, les actes et travaux suivants sont dispensés du permis d'urbanisme :

1° les constructions provisoires d'infrastructure de chantiers relatifs à des actes et travaux autorisés, en ce compris les réfectoires, logements et sanitaires ainsi que les pavillons d'accueil, pendant la durée des travaux et pour autant qu'ils se poursuivent de manière continue;

2° le placement d'équipements intérieurs sanitaires, électriques, de chauffage, d'isolation ou de ventilation;

3° à la condition que la stabilité du bâtiment ne soit pas mise en danger, les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur qui ne portent pas atteinte à ses structures portantes ou qui n'impliquent pas une modification de son volume construit ou de son aspect architectural, en ce compris les travaux de conservation et d'entretien;

4° toute construction annexe sans étage, à édifier à l'arrière d'un bâtiment dûment autorisé, en contiguïté ou séparé de lui et pour autant :

a) qu'il y en ait une seule par propriété;

b) que la superficie n'ait pas plus de 12,00 mètres carré et que la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

c) qu'elle soit érigée à 1,00 mètre au moins des limites mitoyennes ou en mitoyenneté;

d) que le matériau de parement des élévations soit la brique, la pierre, le crépi, le bois, le béton à texture serrée ou le vitrage;

e) que la conception du volume, le matériau de parement des élévations et la destination soient de nature à s'harmoniser à l'environnement immédiat;

5° dans les cours et jardins :

a) le placement d'équipements décoratifs de cours et jardins, ainsi que, pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief du sol, tout aménagement conforme à une destination de cours et jardins, notamment la création de chemins, de terrasses ou l'installation de bacs à plantations, les fontaines décoratives ou les étangs et piscines d'une superficie maximale au sol de 10,00 mètres carré;

b) le placement de mobilier de jardin tel que bancs, tables, sièges, feux ouverts ou barbecues, poubelles, compostières ou colonnes pour autant que la hauteur totale ne dépasse pas 2,50 mètres et qu'il soit situé à 1,00 mètre des limites mitoyennes;

c) le placement de candélabres et de poteaux d'éclairage de manière telle que le faisceau lumineux issu des lampes reporté au sol n'excède pas les limites mitoyennes;

d) les appareillages strictement nécessaires à la pratique des sports et déterminés par arrêté ministériel, aux conditions fixées par celui-ci et ceux des jeux, les uns et les autres ne pouvant dépasser la hauteur de 3,50 mètres;

e) une volière d'une superficie maximale de 12,00 mètres carré et dont la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

f) les abris pour animaux pour autant :

— que la superficie maximale, le cas échéant cumulée, soit de 12,00 mètres carré par propriété;

— qu'ils soient érigés à 1,00 mètre au moins des limites moyennes ou en mitoyenneté;

— qu'ils soient érigés à 20,00 mètres au moins de toute habitation voisine;

— que la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

— que le matériau de parement des élévations soit la brique, la pierre, le crépi, le bois, le grillage ou le béton à texture serrée;

g) les ruchers ou ruches établis à une distance d'au moins 20,00 mètres d'une habitation ou du domaine public ou à une distance d'au moins 10,00 mètres si un obstacle plein d'une hauteur de 2,00 mètres au moins existe entre les ruchers ou ruches et l'habitation ou le domaine public;

h) sans préjudice de l'article 263, 7°, les clôtures de 1,50 mètre de hauteur maximum constituées au moyen de haies vives d'essences régionales ou de piquets reliés entre eux par des fils ou treillis à larges mailles avec, éventuellement à la base, une plaque de béton ou muret de 0,30 mètre de hauteur maximum, ou par une ou deux traverses horizontales;

i) le placement de drains, puits perdus, conduits en sous-sol, avaloirs, filets d'eau, regards, taques et fosses septiques et tout autre système d'épuration individuelle, pour autant que ces dispositions soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la ou des propriétés;

6° les antennes de radio-télévision ou les antennes paraboliques, pour autant :

a) que leur superficie ne dépasse pas 1,00 mètre carré;

b) qu'elles prennent ancrage au sol, sur une élévation ou sur une toiture et qu'elles ne soient pas visibles du domaine public;

c) qu'elles soient implantées à 3,00 mètres minimum des limites mitoyennes;

7° les éoliennes, pour autant qu'il n'y en ait qu'une par propriété et qu'elles se conforment aux caractéristiques fixées par arrêté ministériel;

8° les antennes de télécommunication en ce compris le local technique ou la « baie outdoor » s'y rapportant, pour autant :

a) que les antennes prennent ancrage sur un mât ou un pylône existant dûment autorisé et sans en augmenter la hauteur;

b) que le local technique soit constitué ou la « baie outdoor » insérée dans un volume simple d'une superficie maximale au sol de 12,00 mètres carré, sans étage, que la hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite calculée par rapport au niveau naturel du sol, comportant une toiture à deux versants de mêmes longueur et pente et dont le parement des élévations est réalisé en matériaux naturels régionaux;

9° les bâtiments sur domaine militaire, à la condition qu'ils revêtent un caractère stratégique et dont la liste est visée par un protocole entre le Ministre de la Défense nationale et le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions;

10° la démolition de constructions accessoires, accolées ou isolées, d'un bâtiment dûment autorisé pour autant :

a) que leur superficie au sol soit inférieure à 12,00 mètres carré;

b) qu'elles ne soient pas érigées sur l'alignement;

11° le placement d'installations à caractère social, culturel, sportif ou récréatif, pour une durée maximale de soixante jours;

12° sur le domaine de la voirie publique :

a) pour les chaussées n'excédant pas 7,00 mètres de largeur et pour autant qu'il n'y ait pas d'élargissement de l'assiette desdites chaussées ni de modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués de pierres naturelles;

b) sans modification des caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement, le déplacement ou l'enlèvement, des éléments accessoires tels que les parapets, les glissières et bordures de sécurité, à l'exception des murs de soutènement et des écrans anti-bruits;

c) la pose ou l'enlèvement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que filets d'eau, avaloirs, taques, égouts et collecteurs de moins de 1,25 mètre de hauteur;

d) la pose, le renouvellement ou le déplacement des câbles, conduites et canalisations situés dans le domaine public;

e) les aménagements provisoires de voirie d'une durée maximale de deux ans;

*f)* les travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, personnes à mobilité réduite ou cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers;

*g)* les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations;

*h)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants :

— la signalisation en ce compris son support, à l'exception des portiques, ainsi que sa protection vis-à-vis de la circulation, à l'exception de celle totalisant une superficie de plus de 2,00 mètres carré;

— les dispositifs fixes ou mobiles limitant la circulation ou le stationnement;

— les dispositifs de contrôle du stationnement, tels que parcmètres ou appareils horodateurs;

— les dispositifs de stationnement pour véhicules à deux roues;

— les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies, armoires de télédiffusion;

*i)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'éclairage public;

*j)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'affichage et de publicité suivants :

— les colonnes dont le fût est d'au plus 1,20 mètre de diamètre maximum et ne dépasse pas 3,50 mètres de hauteur;

— les panneaux sur pieds dont les hauteur et largeur maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 mètres et 1,70 mètre et dont la superficie utile ne dépasse pas 4,00 mètres carré par face;

*k)* l'établissement ou la modification de la signalisation au sol;

*l)* le placement, le déplacement ou l'enlèvement de ralentisseurs de trafic;

*m)* la pose, l'enlèvement ou le renouvellement des dispositifs d'exploitation des voies et des lignes de transport en commun tels que poteaux caténaux, signaux, portiques, loges ou armoires de signalisation.

13° dans la zone forestière, les miradors en bois visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 9°, du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

14° la plantation d'essences forestières dans la zone d'habitat à caractère rural et dans la zone agricole :

*a)* soit lorsque le bien constitue, en tout ou en partie, un jardin d'agrément attenant à une habitation;

*b)* soit lorsqu'il s'agit de haies basses, hautes ou libres;

*c)* soit lorsqu'il s'agit de bandes boisées d'une largeur inférieure ou égale à 10,00 mètres mesurée entre les lignes extérieures.

Actes et travaux dispensés de l'avis conforme du fonctionnaire délégué.

Art. 263. Sans préjudice de l'application des règlements régionaux d'urbanisme visés à l'article 76 du Code, les actes et travaux suivants sont dispensés de l'avis conforme du fonctionnaire délégué :

1° les actes et travaux conformes aux prescriptions d'un règlement communal d'urbanisme dûment approuvé, pour autant que soit dûment approuvée la commission communale visée à l'article 7 du Code;

2° les actes et travaux pour lesquels un règlement communal d'urbanisme dûment approuvé impose un permis d'urbanisme, pour autant que ces actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262;

3° toute construction annexe d'une superficie de plus de 12,00 mètres carré sans étage, fermée ou non, à édifier à l'arrière d'un bâtiment dûment autorisé et pour autant :

*a)* qu'il y en ait une seule par propriété;

*b)* qu'elle soit érigée à 1,00 mètre au moins des limites mitoyennes ou en mitoyenneté;

*c)* qu'elle soit érigée au moyen de matériaux d'élévation et de toiture qui s'harmonisent avec ceux du bâtiment dûment autorisé ou au moyen de vitrage transparent ou translucide;

*d)* que les ouvertures soient caractérisées par une dominante verticale ou constituent un ou plusieurs ensembles vitrés sur toute la hauteur d'un mur gouttereau ou de pignon;

*e)* que sa superficie n'excède pas 30,00 mètres carré, si elle est implantée en contiguïté avec le bâtiment dûment autorisé et en constitue, par ses élévations et sa toiture, un prolongement architectural harmonieux;

*f)* que sa superficie n'excède pas 20,00 mètres carré, si elle est séparée du bâtiment dûment autorisé et que sa hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres à la corniche et 3,50 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

4° lorsqu'elles ne se rapportent pas à l'élévation, érigée sur l'alignement ou en recul par rapport à celui-ci, et au versant de toiture correspondant :

*a)* les ouvertures ou la modification de baies en toiture sur maximum un niveau et totalisant au maximum un quart de la longueur de l'élévation correspondante;

*b)* l'ouverture ou la modification de baies en élévation, pour autant qu'elles soient caractérisées par une dominante verticale et exécutées dans les mêmes matériaux que ceux de l'élévation où elles sont pratiquées;

*c)* l'obturation de baies en toiture ou en élévation, pour autant qu'elle soit exécutée dans les mêmes matériaux que ceux de la toiture ou de l'élévation où elle est pratiquée.

5° les colombiers, à la condition que leur superficie au sol n'excède pas à 30,00 mètres carré, qu'ils soient implantés à 3,00 mètres au moins des limites mitoyennes et que la hauteur ne dépasse pas 2,70 mètres à la corniche et 3,70 mètres au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;

6° la construction d'un étang ou d'une piscine non couverte, pour autant :

*a)* que la superficie du plan d'eau n'excède pas 75,00 mètres carré;

*b)* que l'implantation se situe à 3,00 mètres au moins des limites mitoyennes;

*c)* que les bords ne dépassent pas le niveau naturel du sol de plus de 0,60 mètre de hauteur et, le cas échéant, que le talutage en vue de se raccorder au niveau naturel présente une pente inférieure à un quart;

7° la construction de murs de séparation ou de soutènement à front de domaine public ou entre le domaine public et tout bâtiment;

8° la construction, entre propriétés mitoyennes, de murs de séparation ou la pose de clôtures autres que celles visées à l'article 262, 10°, g;

9° l'aménagement d'une aire de stationnement de moins de dix véhicules;

10° l'aménagement d'une aire de dépôt de moins de cinq véhicules usagés ou de moins de 60,00 mètres cube de mitraille, de matériaux ou de déchets, pour autant qu'elle ne soit pas visible du domaine public;

11° le placement d'une ou plusieurs enseignes ou d'un ou plusieurs dispositifs de publicité, en ce compris les enseignes et dispositifs lumineux ou éclairés;

12° le placement, en dehors du domaine public, de dispositifs et supports de publicité de 10,00 mètres carré au maximum sur un mur mitoyen en attente, une clôture de chantier ou une clôture de terrain;

13° la démolition de constructions accessoires, accolées ou isolées, érigées sur l'alignement ou dont la superficie est supérieure à 12,00 mètres carré;

14° l'aménagement, par propriété, d'un terrain de sport non couvert dans la mesure où il est distant de 3,00 mètres au moins des limites mitoyennes et que ses dimensions ne dépassent pas 45,00 m x 25,00 mètres;

15° les actes et travaux d'aménagement conformes à la destination normale des cours et jardins ainsi que les constructions destinées au stockage de combustibles ou de matériaux d'une superficie maximale de 12,00 mètres carré, pour autant que ces actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262, 5°;

16° le boisement et le déboisement;

17° le placement de panneaux capteurs solaires destinés à la production d'eau chaude sanitaire, pour autant que leur superficie totale ne dépasse pas 20,00 mètres carré et qu'ils soient incorporés dans le plan de la toiture d'un bâtiment existant;

18° la construction de silos couloirs;

19° le placement d'une ou plusieurs installations, fixes ou mobiles, ne nécessitant aucun assemblage ou construction;

20° l'édification d'antennes, en ce compris, les antennes paraboliques, mâts, pylônes, éoliennes et autres structures similaires, pour autant :

a) que ces actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262, 6° et 7°;

b) que l'implantation soit située à une distance des limites mitoyennes au moins égale à la hauteur totale;

c) que ces actes et travaux ne relèvent pas de réseaux de télécommunication, notamment les réseaux de téléphonie, de radiotéléphonie et de télédistribution;

21° la modification de l'aspect des matériaux de toiture ou de parement des élévations, résultant du sablage, de la peinture, du cimentage et du crépi, du remplacement des pierres ou des briques de parement, pour autant que ces actes et travaux maintiennent, restaurent ou accentuent l'harmonie avec les matériaux des parements et des toitures environnantes.

Actes et travaux dispensés du concours d'un architecte.

Art. 264. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1° les actes et travaux visés à l'article 262 et à l'article 263, 4° à 21°;

2° la démolition de constructions isolées, sans étage ni sous-sol;

3° les actes et travaux pour lesquels un règlement communal d'urbanisme impose un permis d'urbanisme alors qu'il n'est pas imposé par une loi ou un décret et pour autant que les actes et travaux ne soient pas visés à l'article 262;

4° la modification sensible du relief du sol;

5° la modification de destination visée à l'article 84, 6° du Code.

Dispositions dérogatoires.

Art. 265. Les exonérations visées à l'article 262, 12°, a, b, c, d, f, g, i, j, l, et à l'article 263, 8°, 12°, 13° et 21°, ne sont pas d'application :

1° dans une zone de protection visée à l'article 187 du Code;

2° dans un périmètre d'application du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme, visé au chapitre XVII du livre IV du Code;

3° dans un territoire communal ou une partie de territoire communal où s'applique le règlement général sur les bâtisses en site rural, visé au chapitre XVII<sup>quater</sup> du livre IV du Code.

Les exonérations visées à l'article 263, 3°, 4°, 5°, 7°, 11°, 13°, 17° et 21°, ne sont pas d'application pour les biens immobiliers repris à l'inventaire du patrimoine visée à l'article 192 du Code ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur du décret du 6 mai 1999 modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2713

[C — 99/27632]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Liste der Handlungen und Arbeiten, für welche entweder die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Februar 1939 über den Schutz des Titels und des Berufs des Architekten, insbesondere des Artikels 4, Absatz 3;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 84, § 2;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region) vom 1. Juni 1999;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung desselben Gesetzbuches, welches Übergangsbestimmungen enthält, die auf die Arbeitsweise der vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung desselben Gesetzbuches genehmigten kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung Anwendung finden; da die kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung nämlich ein Bestandteil der Dezentralisierung in Sachen Gewährung der Städtebau- und Erschließungsgenehmigung sind, gibt es Anlass, die im vorerwähnten Artikel 84, § 2 enthaltenen Möglichkeiten unverzüglich zu erweitern;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Kapitel IV von Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, das die Artikel 262 bis 265 enthält, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

« KAPITEL IV. — Handlungen und Arbeiten, für welche entweder die Städtebaugenehmigung, das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten oder die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist.

Handlungen und Arbeiten, für welche keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist.

Art. 262. Für die folgenden Handlungen und Arbeiten ist keine Städtebaugenehmigung erforderlich, insofern sie keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Verordnungsbestimmungen zur Folge haben :

1° die vorläufigen Infrastrukturbauten auf Baustellen für genehmigte Handlungen und Arbeiten, einschließlich Speiseräume, Wohnungen und Sanitärräume sowie Aufenthaltspavillons, während der Dauer der Arbeiten, insofern diese ununterbrochen ausgeführt werden;

2° die Innenausstattung mit Sanitär-, Elektro-, Heiz- oder Lüftungsanlagen;

3° sofern die Festigkeit des Gebäudes nicht gefährdet wird, die Innen- oder Außeneinrichtungsarbeiten, die seine Tragstruktur nicht treffen oder keine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben, einschließlich der Instandhaltungs- und Pflegearbeiten;

4° jegliches hinter einem ordnungsgemäß genehmigten Gebäude, an einem solchen Gebäude angrenzend oder davon getrennt zu errichtendes etagenloses Nebengebäude, unter der Bedingung, dass:

a) nur eines davon pro Grundstück errichtet wird;

b) seine Fläche 12,00 m<sup>2</sup>, seine Gesimshöhe 2,50 m und seine Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreiten;

c) es in einer Entfernung von mindestens 1,00 Meter von den Grundstücksgrenzen bzw. in Miteigentum gebauten Grenzen errichtet wird;

d) der Verblendwerkstoff des aufgehenden Mauerwerks entweder Ziegelstein, Stein, Verputz, Holz, feinkörniger Beton oder Verglasung ist;

e) die Konzeption des Volumens, der Verblendwerkstoff des aufgehenden Mauerwerks und die Zweckbestimmung sich mit der unmittelbaren Umgebung harmonisieren können;

5° in den Höfen und Gärten:

a) das Anbringen von Zieranlagen für Höfe und Gärten, sowie jede Anlage, die keine bedeutende Abänderung des Bodenreliefs zur Folge hat und der Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entspricht, insbesondere die Anlage von Wegen, Terrassen, Pflanztrögen, Zierbrunnen oder Teichen und Schwimmbecken mit einer Höchstfläche am Boden von 10,00 m<sup>2</sup>;

b) das Aufstellen von Gartenmöbeln, wie Bänken, Tischen, Sesseln, offenen Feuern oder Barbecue-Grills, Mülltonnen, Kompostbehältern oder Säulen, insofern ihre Gesamthöhe 2,50 m nicht überschreitet und sie 1,00 m von den Grundstücksgrenzen gelegen sind.

c) das Aufstellen von Kandelabern und Lichtmasten, so dass der auf den Boden fallende Lichtstrahl der Lampen nicht über die Grundstücksgrenzen hinausragt.

d) die durch Ministerialerlass festgelegten, einzig und allein für das Betreiben von Sportarten erforderlichen Geräte, zu den im Ministerialerlass bestimmten Bedingungen, und die Spielgeräte, wobei keines die Höhe von 3,50 m überschreiten darf;

e) ein Vogelhaus mit einer Höchstfläche von 12,00 m<sup>2</sup>, und dessen Dachgesimshöhe 2,50 m und Firsthöhe 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreitet;

- f) die Tierhütten, sofern:
- die ggf. kumulierte Höchstfläche 12,00 m<sup>2</sup> je Grundstück beträgt;
  - sie mindestens 1,00 Meter von den Grundstücksgrenzen bzw. in Miteigentum gebauten Grenzen errichtet werden;
  - sie mindestens 20,00 Meter entfernt von jeglicher Nachbarwohnung errichtet werden;
  - ihre Gesimshöhe nicht 2,50 m und ihre Firsthöhe nicht 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau überschreiten;
  - der Verblendwerkstoff des aufgehenden Mauerwerks entweder Ziegelstein, Stein, Verputz, Holz, Drahtgitter oder feinkörniger Beton ist;
- g) Bienenhäuser bzw. -stöcke, die in einer Entfernung von mindestens 20,00 Metern von einem Wohnhaus oder vom öffentlichen Gebiet oder aber, falls ein mindestens zwei Meter hohes vollwandiges Hindernis zwischen den Bienenhäusern bzw. -stöcken und dem Wohnhaus oder dem öffentlichen Gebiet vorhanden ist, in einer Entfernung von mindestens 10,00 Metern errichtet werden;
- h) unbeschadet von Artikel 263, 7°, Zäune, deren Höhe 1,50 m nicht überschreitet, bestehend aus lebenden Hecken aus regionalen Pflanzenarten oder aus Pfählen, die untereinander durch Draht oder Grobmaschendraht, gegebenenfalls mit einer höchstens 30 cm hohen Betonplatte oder Mauer an der Basis, oder aber durch eine oder zwei waagerechte Querstücke verbunden werden;
- i) das Anbringen von Dränrohren, Sickergruben, unterirdischen Leitungen, Abläufen, Wasserrinnen, Schächten, Kanaldeckeln und Faulgruben und von jeglichem individuellen Klärsystem, insofern diese Vorrichtungen im Zusammenhang mit der zur Ausstattung des bzw. der Grundstücke erforderlichen Infrastruktur stehen.
- 6° die Rundfunk- und Fernsehantennen oder die Parabolantennen, sofern:
- a) ihre Fläche 1,00 m<sup>2</sup> nicht überschreitet;
  - b) sie im Boden, in einem aufgehenden Mauerwerk oder in einem Dach verankert und von dem öffentlichen Gebiet nicht sichtbar sind,
  - c) sie in einer Entfernung von mindestens 3,00 m der Grundstücksgrenzen angebracht sind;
- 7° die Windräder, sofern es nur eins pro Grundstück gibt und sie den durch Ministerialerlass festgelegten Anforderungen genügen;
- 8° die Telekommunikationsantennen, einschließlich des dafür vorgesehenen technischen Raums oder "outdoor Gestells", sofern:
- a) die Antennen in einem ordnungsgemäß genehmigten Mast oder Gittermast, der dadurch nicht höher wird, verankert sind;
  - b) der technische Raum oder das "outdoor Gestell" in einem einfachen Volumen gebaut bzw. eingefügt ist, wobei dieses Volumen eine Höchstfläche von 12,00 m<sup>2</sup> am Boden, kein Stockwerk, eine maximale Dachgesimshöhe von 2,50 m und eine maximale Firsthöhe von 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau, ein Satteldach mit zwei Dachseiten gleicher Höhe und Neigung hat, und dessen aufgehendes Bauwerk mit natürlichen regionalen Materialien verblendet ist;
- 9° die in einer Militärdomäne gelegenen Gebäude, sofern sie einen strategischen Charakter haben, und deren Liste den Gegenstand eines Protokolls zwischen dem Verteidigungsminister und dem für Raumordnung zuständigen Minister bildet;
- 10° der Abbruch von getrennten oder einem ordnungsgemäß genehmigten Gebäude angrenzenden Nebengebäuden, sofern:
- a) ihre Fläche am Boden unter 12,00 m<sup>2</sup> liegt;
  - b) sie nicht auf der Baulinie gebaut worden sind;
- 11° die Anlage von Einrichtungen mit sozialem, kulturellem, sportlichem oder Freizeitcharakter, für eine Dauer von höchstens sechzig Tagen;
- 12° auf dem öffentlichen Wege- und Straßennetz:
- a) für die unter 7,00 m breiten Straßen, insofern die Fläche der Straßenanlage nicht verbreitert wird und die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung der unteren Tragschichten und des Belags der Straßen, Bankette, Bordsteine oder Bürgersteige, mit Ausnahme der Veränderungen von Belägen aus Naturstein;
  - b) insofern die wesentlichen Merkmale des Querschnittes nicht verändert werden, die Erneuerung, die Verlegung oder das Entfernen der Einbauten wie Sicherheitsbrüstungen, -leitplanken und -bordsteine, mit Ausnahme der Stützmauern und der Lärmschutzzäune;
  - c) das Anlegen oder Entfernen von Wasserableitungsvorrichtungen wie Wasserrinnen, Abläufen, Deckeln, Kanalisationen und Sammlern, die unter 1,25 m hoch sind;
  - d) das Anlegen, die Erneuerung oder die Verlegung von Kabeln, Leitungen und Kanalisationen, die im öffentlichen Gebiet liegen;
  - e) die vorläufige Einrichtung der Straßen für eine maximale Dauer von zwei Jahren;
  - f) die Ausbaurbeiten in für Fußgänger, Personen mit eingeschränkter Mobilität oder Radfahrer vorbehaltenen Bereichen, die die lokale Vergrößerung dieser Bereiche, die Verbesserung ihres ästhetischen Aussehens oder die Sicherheit der Benutzer zum Zweck haben;
  - g) die Ausbaurbeiten in für Anpflanzungen vorbehaltenen Bereichen;
  - h) das Anlegen, Verlegen oder Entfernen der folgenden Vorrichtungen bzw. Einbauten:
    - die Beschilderungszeichen, einschließlich deren Träger, mit Ausnahme der Schilderbrücken, sowie die Schutzvorrichtungen gegen den Verkehr, mit Ausnahme der Beschilderungszeichen, deren Gesamtfläche mehr als 2,00 m<sup>2</sup> beträgt;
    - die ortsfesten oder beweglichen Vorrichtungen zur Beschränkung des Verkehrs oder des Parkens;

- die Vorrichtungen zur Kontrolle des Parkens, wie z.B. Parkuhren oder Datum- und Uhrzeitstempelapparate;
- die Vorrichtungen für das Abstellen von zweirädrigen Fahrzeugen;
- die Nebenanlagen von technischen unterirdischen oder oberirdischen Vorrichtungen, wie Steuerschranke für Ampeln oder Straßenbeleuchtung, Rufsäule, Feuerlöschwasserständer, Fernsehdrahtfunk- bzw. Kabelfernsehensschranke;
- i) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen von Vorrichtungen zur Straßenbeleuchtung;
- j) die Anlage, die Verlegung oder das Entfernen der folgenden Reklame- oder Anschlagvorrichtungen:
  - Litfasssäulen mit höchstens 1,20 m Durchmesser und einer maximalen Höhe von 3,50 m;
  - freistehende Anschlagtafeln, die nicht höher als 2,50 m und nicht breiter als 1,70 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4,00 m<sup>2</sup> pro Seite beträgt.
- k) die Bodenmarkierung oder deren Abänderung;
- l) das Aufstellen, Verlegen oder Entfernen von Vorrichtungen zur Verkehrsberuhigung;
- m) das Aufstellen, das Entfernen oder die Erneuerung der Vorrichtungen zum Betrieb der öffentlichen Verkehrsmittelwege und -linien, wie Oberleitungsmaste, Signale, Fahrleitungsjoche, Beschilderungszellen oder -schranke.

13° in einem Forstgebiet, die in Artikel 1, § 1, 9° des Dekrets vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Aussichtstürme aus Holz;

14° die Anpflanzung von Holzarten in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter und in einem Agrargebiet:

- a) entweder wenn das Gut ganz oder teilweise ein in einem Haus angrenzender Ziergarten ist;
- b) oder wenn es sich um niedrige, hohe oder freie Hecken handelt;
- c) oder wenn es sich um Baumhecken handelt, deren zwischen den Außenlinien gemessene Breite höchstens 10,00 m beträgt.

Handlungen und Arbeiten, für die das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten nicht erforderlich ist

Art. 263. Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 76 des Gesetzbuches erwähnten regionalen Städtebauordnungen ist das gleichlautende Gutachten des beauftragten Beamten für die folgenden Handlungen und Arbeiten nicht erforderlich:

1° die Handlungen und Arbeiten, die den Vorschriften einer ordnungsgemäß genehmigten kommunalen Städtebauordnung entsprechen, sofern der in Artikel 7 des Gesetzbuches erwähnte Kommunalausschuss ordnungsgemäß genehmigt worden ist;

2° die Handlungen oder Arbeiten, für welche eine ordnungsgemäß genehmigte kommunale Städtebauordnung eine Städtebaugenehmigung vorschreibt, sofern diese Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262 erwähnt sind;

3° jegliches hinter einem ordnungsgemäß genehmigten Hauptgebäude zu errichtendes Nebengebäude, dessen Fläche mehr als 12,00 m<sup>2</sup> beträgt, ohne Stockwerk, geschlossen oder nicht, sofern:

- a) nur eins davon pro Grundstück errichtet wird;
- b) es mindestens 1,00 m von den Grundstücksgrenzen bzw. in Miteigentum gebauten Grenzen entfernt errichtet wird;
- c) es mit für das aufgehende Mauerwerk und die Bedachung bestimmten Baustoffen, die mit dem Baustoff des ordnungsgemäß genehmigten Gebäudes im Einklang stehen, oder mit durchsichtigen oder lichtdurchlässigen Glasscheiben gebaut wird;
- d) sich die Öffnungen durch eine senkrechte Dominante kennzeichnen oder auf der ganzen Höhe einer Traufmauer oder eines Giebels eine oder mehrere verglaste Flächen darstellen;
- e) seine Fläche 30,00 m<sup>2</sup> nicht überschreitet, wenn es an einem ordnungsgemäß genehmigten Gebäude angrenzend errichtet wird und mit seinen aufgehenden Mauern und seiner Bedachung eine harmonische architektonische Verlängerung dieses Gebäude darstellt;
- f) seine Fläche 20,00 m<sup>2</sup> nicht überschreitet, wenn es vom ordnungsgemäß genehmigten Gebäude getrennt ist und eine maximale Gesimshöhe von 2,50 m und eine maximale Firsthöhe von 3,50 m über dem natürlichen Bodenniveau hat;

4° wenn sie weder das in der Baulinie oder zurückweichend von der Baulinie errichtete aufgehende Mauerwerk noch die entsprechende Dachseite betreffen:

a) die Öffnungen von oder die Veränderungen an Dachausschnitten über höchstens eine Ebene, die insgesamt höchstens ein Viertel der Länge des entsprechenden aufgehenden Bauwerks aufweisen;

b) die Öffnung oder der Umbau von Ausschnitten in aufgehenden Mauerwerken, sofern diese sich durch eine senkrechte Dominante kennzeichnen und die gleichen Baustoffe benutzt werden, wie diejenigen der Mauer, in der sie sich befinden.

c) das Absperren von Dach- oder Maueröffnungen, sofern dies mit den gleichen Materialien gemacht wird wie denjenigen des Dachs oder der Mauer, in der sich diese Öffnungen befinden;

5° die Taubenschläge, vorausgesetzt, dass ihre Höchstfläche am Boden 30,00 m<sup>2</sup> nicht überschreitet, dass sie mindestens 3,00 m entfernt von den Grundstücksgrenzen gelegen sind, und dass ihre Dachgesimshöhe 2,70 m und ihre Firsthöhe 3,70 m über dem natürlichen Bodenniveau nicht überschreiten;

6° der Bau eines Teiches oder eines Schwimmbeckens ohne Dach, unter der Bedingung, dass:

- a) die Fläche des Wasserspiegels 75 m<sup>2</sup> nicht überschreitet;
- b) sie mindestens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen entfernt gelegen sind;
- c) die Ränder über dem natürlichen Bodenniveau nicht um mehr als 0,60 m hinausragen, und ggf. dass die Abböschung ein Gefälle unter  $\frac{1}{4}$  zur Verbindung mit dem natürlichen Gelände hat;

7° der Bau von Trenn- und Stützmauern direkt am öffentlichen Gebiet oder zwischen dem öffentlichen Gebiet und jeglichem Gebäude;

8° der Bau von Trennmauern zwischen angrenzenden Grundstücken oder das Errichten von anderen Zäunen, als denjenigen, die in Artikel 262, 10°, g erwähnt sind;

9° das Anlegen einer Parkfläche für weniger als zehn Fahrzeuge;

10° das Anlegen eines Lagers für weniger als 5 Gebrauchtfahrzeuge oder für weniger als 60,00 m<sup>3</sup> Schrott, Materialien oder Abfall, vorausgesetzt, dass es vom öffentlichen Gebiet nicht sichtbar ist;

11° das Aufstellen von einem oder mehreren Reklameschildern oder von einer oder mehreren Werbevorrichtungen, einschließlich der leuchtenden oder beleuchteten Reklameschilder und Vorrichtungen;

12° das Anlegen außerhalb des öffentlichen Gebiets von Werbevorrichtungen und -trägern von höchstens 10,00 m<sup>2</sup> an einer freien Mittelmauer, einer Baustelle- oder Grundstückumzäunung;

13° der Abbruch von angrenzenden oder alleinstehenden Nebengebäuden, die auf der Baulinie errichtet sind und deren Fläche 12,00 m<sup>2</sup> überschreitet;

14° die Einrichtung eines nicht bedeckten Sportplatzes je Grundstück, soweit er mindestens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen entfernt gelegen ist und seine Abmessungen 45,00 m X 25,00 m nicht überschreiten;

15° die Handlungen und Arbeiten, die der normalen Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entsprechen, sowie die Gebäude zur Lagerung von Brennstoffen und Materialien, deren Höchstfläche 12,00 m<sup>2</sup> beträgt, soweit diese Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262, 5° erwähnt sind;

16° die Aufforstung und Abholzung;

17° die Anlage von zur sanitären Warmwassererzeugung dienenden Sonnenkollektoren, insofern ihre Fläche nicht größer als 20,00 m<sup>2</sup> ist und sie in das Dach eines bestehenden Gebäudes eingebaut werden.

18° die Errichtung von Fahrhilfen;

19° das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester bzw. beweglicher Einrichtungen, die keine Montage oder Konstruktion erfordern;

20° das Errichten von Antennen, einschließlich der Parabolantennen, Masten, Gittermasten, Windrädern und anderen ähnlichen Strukturen, sofern:

a) diese Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262, 6° und 7° erwähnt sind;

b) sie in einer Entfernung von den Grundstücksgrenzen, die mindestens ihrer Gesamthöhe entspricht, errichtet werden;

c) diese Handlungen und Arbeiten nicht mit Telekommunikationsnetzen verbunden sind, insbesondere im Bereich der Telefonie, des Funksprechverkehrs und des Kabelfernsehens;

21° die Abänderung des Aussehens der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Bauwerks infolge des Sandstrahlens, Anstreichens, Zementierens und Verputzens, Ersetzens von Verblendungssteinen oder -ziegelsteinen, soweit diese Handlungen und Arbeiten die Harmonie mit den benachbarten Verblendungsmaterialien und den Dachstoffen erhalten, zurückgeben oder betonen.

Handlungen und Arbeiten, für welche die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist

Art. 264. Die Beteiligung eines Architekten ist nicht erforderlich für:

1° die in Artikel 262 und Artikel 263, 4° bis 21° erwähnten Handlungen und Arbeiten;

2° den Abbruch von alleinstehenden Gebäuden ohne Stockwerk und ohne Grundgeschoss;

3° die Handlungen und Arbeiten, für welche eine kommunale Städtebauordnung eine Städtebaugenehmigung vorschreibt, obwohl diese weder durch ein Gesetz noch durch ein Dekret auferlegt ist, sofern die Handlungen und Arbeiten nicht in Artikel 262 erwähnt sind;

4° eine bedeutende Veränderung des Bodenreliefs;

5° eine in Artikel 84, 6° des Gesetzbuches erwähnte Abänderung der Zweckbestimmung.

Abweichende Bestimmungen

Art. 265. Die in Artikel 262, 12°, a, b, c, d, f, g, i, j, l und in Artikel 263, 8°, 12°, 13° und 21° erwähnten Befreiungen finden keine Anwendung:

1° in einem in Artikel 187 des Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet;

2° in einem Umkreis, in dem die in Kapitel XVII von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte, für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung Anwendung findet;

3° in einem Gemeindegebiet oder Teil von Gemeindegebiet, in dem die in Kapitel XVII<sup>quater</sup> von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet.

Die in Artikel 263, 3°, 4°, 5°, 7°, 11° 13°, 17° und 21° erwähnten Befreiungen finden keine Anwendung auf die in dem in Artikel 192 des Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgeführten Immobiliengüter. »

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am Tag des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wirksam.

**Art. 3** - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2713

[C - 99/27632]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar en de medewerking van een architect niet vereist zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 februari 1939 over de bescherming van de titel en het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 84, § 2;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), met datum van 1 juni 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gewettigd door de inwerkingtreding van het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van voornoemd wetboek, waarin overgangsbepalingen beoogd worden die van toepassing zijn op de werking van de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening die goedgekeurd werden vóór de inwerkingtreding van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van hetzelfde wetboek; aangezien de adviescommissies voor ruimtelijke ordening een wezenlijke schakel zijn in de decentralisering van de procedure voor de toekenning van stedenbouwkundige en verkavelingsvergunningen, verdient het aanbeveling om de mogelijkheden van bovenvermeld artikel 84, § 2 onverwijld te verruimen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** Hoofdstuk IV van titel I van boek IV van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, waarin de artikelen 262 tot en met 265 opgenomen zijn, wordt vervangen door volgende tekst :

« HOOFDSTUK IV. — Handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning, het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar en de medewerking van een architect niet vereist zijn.

Handelingen en werken waarvoor de stedenbouwkundige vergunning niet vereist is.

Art. 262. Voor zover de hierna vermelde handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden, is de stedenbouwkundige vergunning niet vereist :

1° het optrekken van voorlopige bouwwerken voor de infrastructuur van bouwwerven die betrekking hebben op toegelaten handelingen en werken, waaronder met name eetzalen, logeerruimtes, sanitaire ruimtes en onthaalbalies, tijdens de duur van de werken en voor zover de uitvoering ervan zonder onderbreking verloopt;

2° het plaatsen van sanitaire, electriciteits-, verwarmings-, isolatie- of ventilatievoorzieningen binnenshuis;

3° het uitvoeren van binnenhuis- of buitenhuisinrichtingen die de draagstructuur van het gebouw niet in gevaar brengen of die het gebouwde volume of de architectuur ervan niet wijzigen, met inbegrip van het uitvoeren van instandhoudings- en onderhoudswerken, op voorwaarde dat de stabiliteit van het gebouw niet bedreigd wordt;

4° het optrekken van bijgebouwen zonder verdieping achter een behoorlijk toegelaten gebouw, als belendend pand of zonder dat het tegen het hoofdgebouw leunt, waarbij volgende voorwaarden nageleefd moeten worden :

a) er mag slechts één bijgebouw per eigendom worden gebouwd;

b) het bijgebouw mag slechts een oppervlakte van 12 vierkante meter beslaan, niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de dakgoot en dan 3,50 meter aan de nok, waarbij de hoogte gemeten wordt vanaf het natuurlijke niveau van de bodem;

c) het bijgebouw moet op minstens 1 meter van de gemeenschappelijke of in medeëigendom opgetrokken afscheiding staan;

d) de buitenbedekking van de opgaande muren moet bestaan uit baksteen, natuursteen, pleisterkalk, hout, fijnkorrelig beton of glas;

e) het volume, de buitenbedekking van de opgaande muren en de bestemming van het gebouw moeten zo geconcipieerd zijn dat ze een harmonisch geheel vormen met de onmiddellijke omgeving;

5° het verrichten van volgende werken op binnenpleinen en in de tuinen :

a) het plaatsen van sierelementen op binnenpleinen en in tuinen en, voor zover het bodemreliëf niet gevoelig gewijzigd wordt, het inrichten van die binnenpleinen en tuinen, met name door het aanleggen van paden, terrassen, het plaatsen van plantenbakken, het aanleggen van sierfontein, vijvers en zwembaden die een grondoppervlakte van niet meer dan 10,00 vierkante meter beslaan;

b) het plaatsen van tuinmeubilair zoals banken, tafels, stoelen, open haarden of barbecues, vuilnisbakken, compostbakken of zuilen voor zover ze een totale hoogte van 2,50 meter niet overschrijden en op minstens 1 meter van de gemeenschappelijke afscheiding staan;

c) het plaatsen van kandelaberzuilen en verlichtingspalen zonder dat de door de grond weerkaatste lichtbundel verder mag reiken dan de gemeenschappelijke afscheiding;

d) het plaatsen van de toestellen die strikt noodzakelijk zijn voor het beoefenen van sport en spel, waarbij de aard van de sporttoestellen en de voorwaarden voor het plaatsen ervan vastgelegd zijn bij ministerieel besluit; geen enkel toestel mag de hoogte van 3,50 meter overschrijden;

e) het plaatsen van een voliëre die niet meer dan 12,00 vierkante meter beslaat en die niet hoger reikt dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke niveau van de bodem worden berekend;

- f)* het plaatsen van schuilplaatsen voor dieren, voor zover :
- de maximumoppervlakte, in voorkomend geval opgeteld, niet meer bedraagt dan 12,00 vierkante meter per eigendom;
  - ze op minstens 1,00 meter van de gemeenschappelijke of in medeëigendom opgetrokken afscheidingen staan;
  - ze op minstens 20,00 meter van naburige woningen staan;
  - ze niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 meter aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke niveau van de bodem worden berekend;
  - de buitenbedekking van de opgaande muren bestaan uit baksteen, natuursteen, pleisterkalk, hout, traliewerk of fijnkorrelig beton;
- g)* het plaatsen van bijenkorven of -huizen op minstens 20,00 meter van woningen of van het openbaar domein of op minstens 10 meter indien er tussen de bijenkorven of -huizen en de woningen of het openbaar domein een volle wand of dergelijke staat;
- h)* het plaatsen, onverminderd artikel 263, 7, van hoogstens 1,50 meter hoge afsluitingen bestaande uit ofwel heggen met inheemse struiken ofwel paaltjes die onderling verbonden zijn door middel van één of twee dwarsbalkjes, ijzerdraad of breedmazig traliewerk dat in voorkomend geval steunt op een betonplaat of een muurtje met een hoogte van hoogstens 30 cm;
- i)* het graven van dreineersloten, zinkputten, sterfputten, greppels, inspectieputten, septische putten, het aanleggen van platen, ondergrondse leidingen of elk ander individueel systeem voor waterzuivering, voor zover ze verband houden met de infrastructuur die nodig is voor de inrichting van het (de) eigendom(men);
- 6° het plaatsen van radio- of televisie-antennes of paraboolantennes die :
- a)* niet meer dan 1,00 vierkante meter beslaan;
  - b)* aan de grond vastgehecht, op een ophoging of dak geplaatst zijn en vanaf het openbaar domein niet zichtbaar zijn;
  - c)* op een minimumafstand van 3,00 meter van de gemeenschappelijke afscheiding opgesteld zijn;
- 7° het plaatsen van windgeneratoren, voor zover er maar één per eigendom opgesteld wordt en ze beantwoorden aan de technische kenmerken zoals vastgelegd bij ministerieel besluit;
- 8° het plaatsen van telecomantennes, alsook het bouwen van het technisch lokaal of van het daarmee verbonden «outdoor»-rek, voor zover :
- a)* de antennes vastgemoerd zijn op een bestaande, behoorlijk toegelaten mast die daardoor echter niet in hoogte toeneemt;
  - b)* het technisch lokaal of het daarmee verbonden «outdoor»-rek in een enkelvoudig bouwvolume gevestigd zijn dat een maximale grondoppervlakte van 12,00 meter beslaat, zonder verdieping, waarvan de hoogte aan de goot niet meer bedraagt dan 2,50 meter en aan de nok niet meer dan 3,50 meter, berekend vanaf het natuurlijke niveau van de bodem, waarvan het zadeldak bestaat uit twee gelijk aflopende delen en waarvan de opgaande muren bedekt zijn met natuurlijk, streekgebonden bouw materiaal;
- 9° het optrekken van gebouwen op militaire domeinen, op voorwaarde dat die gebouwen van strategisch belang zijn en waarvan de lijst van een visum is voorzien door een protocol tussen de Minister van Landsverdediging en de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;
- 10° de afbraak van losstaande of belendende bijgebouwen bij een behoorlijk toegelaten hoofdgebouw, voor zover :
- a)* de oppervlakte van die bijgebouwen minder bedraagt dan 12,00 vierkante meter;
  - b)* ze niet op de rooilijn staan;
- 11° het plaatsen van installaties met een sociaal, cultureel, sportief of recreatief doel voor een maximumduur van zestig dagen;
- 12° het verrichten van volgende werken op het domein van de openbare weg :
- a)* voor rijwegen die niet breder zijn dan 7,00 meter en voor zover de grondslag van die rijwegen niet verbreed en de wezenskenmerken van het dwarsprofiel niet gewijzigd worden, het vernieuwen van de funderingen en van de bedekking van de rijwegen, berm, straatboorden en trottoirs, behalve het wijzigen van de wegbedekking indien die uit natuursteen bestaat;
  - b)* zonder de wezenskenmerken van het dwarsprofiel te wijzigen, het vernieuwen, het verplaatsen of het wegnemen van bijkomende elementen zoals brugleuningen, vangrails, schampranden, met uitzondering van steunmuren en geluidswerende panelen;
  - c)* het aanleggen of wegnemen van waterafvoersystemen zoals greppels, sterfputten, platen, riolen en watervergaarbakken die minder dan 1,25 meter hoog zijn;
  - d)* het aanleggen, vernieuwen of verplaatsen van kabels, buizen en leidingen in het openbaar domein;
  - e)* het voorlopig inrichten van wegen met een maximale duur van twee jaar;
  - f)* het uitvoeren van werken ter inrichting en voor plaatselijke verruiming van zones voor voetgangers, personen met verminderde beweeglijkheid of fietsers, alsook werken ter verfraaiing of beveiliging van bedoelde zones;
  - g)* het uitvoeren van werken ter inrichting van zones voor aanplantingen;
  - h)* het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van volgende systemen of voorwerpen :
    - de verkeerstekens, met uitzondering van de verkeersportalen, maar met inbegrip van beschermende omhulsels, maar met uitzondering van omhulsels die meer dan 2,00 vierkante meter beslaan;
    - vastgehechte of verplaatsbare verkeerstekens voor het inperken van het verkeer of de parkeerplaatsen;
    - controletoeestellen op parkeerplaatsen zoals parkeermeters of parkeerautomaten;
    - parkeerstangen voor tweewielers;
    - buisleidingen voor al dan niet ondergrondse technische installaties zoals elektrische schakelkasten voor verkeerslichten of openbare verlichting, praatpalen, waterkranen, schakelkasten voor telediffusie;

- i)* het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van straatverlichting;
  - j)* het plaatsen, verplaatsen of wegnemen van hierna vermelde reclame- en aanplakzuilen :
    - reclamezuilen waarvan de schacht een diameter van hoogstens 1,20 meter heeft en niet hoger is dan 3,50 meter;
    - reclameborden die niet hoger zijn dan 2,50 meter en niet breder dan 1,70 meter en waarvan de nuttige oppervlakte 4,00 vierkante meter per zijde bedraagt;
  - k)* het plaatsen of het wijzigen van de grondmarkering;
  - l)* het plaatsen, het verplaatsen of het wegnemen van verkeersdrempels;
  - m)* het plaatsen, het wegnemen of het vernieuwen van systemen voor de exploitatie van sporen en lijnen voor openbaar vervoer zoals bovenleidingsmasten, tekens, portalen, seinhuizen of -kasten;
- 13° het plaatsen van wildkansels in bosgebieden zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 9, van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882;
- 14° het aanplanten van boomsoorten in woongebieden met een landelijk karakter en in landbouwgebieden :
- a)* indien het goed geheel of gedeeltelijk een siertuin is dat aan een woning aangrenst;
  - b)* indien het gaat om lage, hoge of vrije hagen;
  - c)* indien het gaat om beplante linten die gemeten vanaf de buitenranden 10 meter breed zijn of minder.

Handelingen en werken waarvoor het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar niet vereist is.

Art. 263. Onverminderd de toepassing van de gewestelijke stedenbouwkundige reglementen bedoeld in artikel 76 van het Wetboek is voor de hierna vermelde handelingen en werken vrijgesteld van het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar niet vereist:

1° de handelingen en werken die overeenkomstig zijn aan de voorschriften van een behoorlijk goedgekeurd gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, voor zover de gemeentelijke commissie bedoeld in artikel 7 van het Wetboek behoorlijk is goedgekeurd;

2° de handelingen en werken waarvoor bij een behoorlijk goedgekeurd gemeentelijk stedenbouwkundig reglement een stedenbouwkundige vergunning vereist is, voor zover de handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262;

3° het optrekken van al dan niet overdekte bijgebouwen zonder verdieping die een oppervlakte van meer dan 12,00 vierkante meter beslaan, achter een behoorlijk gebouw en voor zover :

- a)* er slechts één bijgebouw per eigendom wordt opgetrokken;
- b)* het bijgebouw opgetrokken wordt op minstens 1,00 meter van de gemeenschappelijke of in medeëigendom opgetrokken afscheidingen;
- c)* de opgaande muren en het dak bestaan uit bouwmaterialen die een harmonisch geheel vormen met het behoorlijk toegelaten hoofdgebouw of uit doorzichtig of doorschijnend glas;
- d)* de venster- en deuropeningen vooral een verticale dimensie krijgen en één of meerdere glaswanden vormen over de gehele hoogte van een gootmuur of puntgevel;
- e)* de oppervlakte niet meer dan 30,00 vierkante meter beslaat indien het bijgebouw tegen het hoofdgebouw leunt en door de opgaande muren en het dak een op architectonisch vlak harmonisch verlengstuk van het hoofdgebouw vormt;

*f)* de oppervlakte niet meer beslaat dan 20,00 vierkante meter indien het bijgebouw niet tegen het behoorlijk toegelaten hoofdgebouw leunt, het bijgebouw niet hoger reikt dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 meter aan de nok, berekend vanaf het natuurlijke niveau van de bodem;

4° het uitvoeren van hierna vermelde werken, indien de op of achter de rooilijn gebouwde opgaande muur en het hieraan beantwoordende dakschild niet worden gewijzigd :

- a)* het plaatsen van deuren en vensters of het wijzigen van glaswanden in daken op hoogstens één verdieping, waarbij de wijzigingen een oppervlakte van niet meer dan een kwart van de lengte van de betrokken opgaande muur mogen beslaan;
- b)* het plaatsen van deuren en vensters of het wijzigen van glaswanden in opgaande muren, voor zover ze een verticale dimensie krijgen en gebruik wordt gemaakt van hetzelfde bouw materiaal als waarin de opgaande muur is opgetrokken;
- c)* het opvullen van glaswanden in het dak of in de opgaande muur voor zover daarvoor hetzelfde bouw materiaal wordt gebruikt als waarin het dak of de opgaande muur is opgetrokken.

5° het optrekken van duivenhokken, op voorwaarde dat de grondoppervlakte niet meer beslaat dan 30,00 vierkante meter, dat ze op minstens 3,00 meter van de gemeenschappelijke afscheidingen staan en dat ze niet hoger zijn dan 2,70 meter aan de goot en 3,70 meter aan de nok, berekend vanaf het natuurlijke niveau van de bodem;

6° het aanleggen van een vijver of een openluchtwembad, voor zover :

- a)* de oppervlakte van het watervlak niet meer beslaat dan 75,00 vierkante meter;
- b)* de afstand tot de gemeenschappelijke afscheidingen minstens 3,00 meter bedraagt;
- c)* de boorden van vijver op hoogstens 0,60 meter van het natuurlijke niveau van de bodem liggen en de berm om de natuurlijke bodem te bereiken niet meer dan een kwart bedraagt;

7° het optrekken van scheidingsmuren of steunmuren langs het openbaar domein of tussen het openbaar domein en elk gebouw;

8° het optrekken van scheidingsmuren of afsluitingen tussen aangrenzende eigendommen, behalve scheidingsmuren of afsluitingen bedoeld in artikel 262, 10°, *g*;

9° het aanleggen van parkeerplaatsen voor minder dan tien voertuigen;

10° het aanleggen van een terrein voor minder dan vijf afgedankte wagens of minder dan 60,00 kubieke meter schroot, materiaal of afval, voor zover het geheel niet zichtbaar is vanaf het openbaar domein;

11° het plaatsen van één of meerdere reclameborden of één of meerdere reclamezuilen of -panelen, met inbegrip van verlichte borden en lichtreclame;

12° het plaatsen van reclameborden of -plakkaten van hoogstens 10,00 vierkante meter op een gemeenschappelijke muur die nog geen gemeenschappelijke bestemming heeft gekregen, op afsluitingen van bouwwerven of op afsluitingen van terreinen, buiten het openbaar domein;

13° de afbraak van bijgebouwen die al dan niet tegen het hoofdgebouw leunen en opgetrokken zijn op de rooilijn of waarvan de oppervlakte minder bedraagt dan 12,00 vierkante meter;

14° het aanleggen van één niet overdekt sportterrein per eigendom, voor zover de afstand tot de gemeenschappelijke afscheiding minstens 3,00 meter bedraagt en de afmetingen van het sportterrein niet meer bedragen dan 45,00 x 25,00 meter;

15° het uitvoeren van handelingen en werken die in overeenstemming zijn met de normale bestemming van binnenpleinen en tuinen en het plaatsen van opslagtanks voor brandstof of materiaal die niet meer beslaan dan 12,00 vierkante meter, voor zover die handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262, 5;

16° het bebossen en ontbossen;

17° het plaatsen van zonnecollectoren voor het opwarmen van sanitair leidingwater, voor zover de totale oppervlakte niet meer beslaat dan 20,00 vierkante meter en ze in het dakvlak van een bestaand gebouw worden geplaatst;

18° het opstellen van verplaatsbare containers;

19° het plaatsen van één of meerdere vaste of verplaatsbare installaties die niet aaneengebouwd of in elkaar gepast moeten worden;

20° het optrekken van antennes, met inbegrip van paraboolantennes, masten, windgeneratoren en andere gelijkaardige structuren, voor zover :

a) die handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262, punten 6 en 7;

b) ze op een afstand tot de gemeenschappelijke afscheidingen staan die minstens evenveel bedraagt als bedoelde antennes hoog zijn;

c) die handelingen en werken niet ressorteren onder telecommunicatienetwerken, met name telefoonnetwerken, radiotelefoonnetwerken en teledistributienetwerken;

21° het wijzigen van het uitzicht van het bouw materiaal van het dak of van de bedekking van de opgaande muren door zandstraling, verven, cimenteren of aanbrengen van pleisterkalk, het vervangen van sierstenen (baksteen of natuursteen), voor zover die handelingen en werken zorgen voor het behoud, het herstel of het versterken van het harmonisch geheel dat gevormd wordt met het materiaal voor de bedekking van omliggende muren en daken.

Handelingen en werken waarvoor de medewerking van een architect niet vereist is.

Art. 264. De medewerking van een architect is niet vereist voor :

1° handelingen en werken bedoeld in artikel 262 en in artikel 263, 4 tot en met 21;

2° de afbraak van alleenstaande bouwwerken zonder verdieping of kelder;

3° handelingen en werken waarvoor bij gemeentelijk stedenbouwkundig reglement een stedenbouwkundige vergunning is vereist zonder dat een wet of decreet die vergunning oplegt en voor zover die handelingen en werken niet bedoeld zijn in artikel 262;

4° de gevoelige wijziging van het bodemreliëf;

5° het wijzigen van de bestemming bedoeld in artikel 84, 6, van het Wetboek.

Afwijkingsbepalingen

Art. 265. De vrijstellingen bedoeld in artikel 262, 12, a, b, c, d, f, g, i, j, l en in artikel 263, punten 8, 12, 13 en 21 zijn niet van toepassing :

1° in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 87 van het Wetboek;

2° in een gebied dat valt onder de toepassing van het algemeen reglement op gebouwen van toepassing op beschermde gebieden van sommige gemeenten op stedenbouwkundig vlak, bedoeld in hoofdstuk XVII van boek IV van het Wetboek;

3° in een gemeentelijk grondgebied of een gedeelte daarvan waar het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden bedoeld in hoofdstuk XVII<sup>quater</sup> van boek IV van het Wetboek.

De vrijstellingen bedoeld in artikel 263, punten 3, 4, 5, 7, 11, 13, 17 en 21 zijn niet van toepassing op de onroerende goederen die opgenomen zijn in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192 van het Wetboek ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf de dag van inwerkingtreding van het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

**Art. 3.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN